

## **20241204 Rue89 Lyon**

<https://www.rue89lyon.fr/2024/12/05/plus-rien-apres-incendie-squat-caluire-retour-rue/>

### **« On n'a plus rien » : après l'incendie du squat de Caluire, le retour à la rue**

*L'incendie du squat Denuzières à Caluire-et-Cuire, dans la nuit du 2 au 3 décembre, a fait quatre blessés et un mort. Une cinquantaine d'habitants ont passé la nuit suivante dans un gymnase de la Ville. Le matin du 4 décembre, ils ont été évacués et se retrouvent désormais sans solution.*

**Méline Pulliat**



Après l'incendie du squat de Caluire, ses occupants se sont regroupés devant la préfecture du Rhône, mercredi 4 décembre pour demander des solutions de logement.

Photo : Mp/Rue89Lyon

La mine fatiguée, capuche sur la tête, Bakary, 32 ans, porte une grande partie de ses affaires à la main. Il regarde l'immeuble de la préfecture du Rhône (Lyon 3<sup>e</sup>) et la cinquantaine d'autres personnes regroupées devant.

Elles sont venues réclamer une solution de logement après l'incendie qui a touché, dans la nuit du lundi 2 au mardi 3 décembre, le squat Denuzières à Caluire où ils vivaient. Ils ont ensuite passé la nuit dans un gymnase de la ville. Mercredi 4 décembre, au matin, la police est venue les évacuer.



Bakary 32 ans vivait dans le squat Pyramide avant son expulsion en octobre 2023. Il avait trouvé refuge à Caluire. Photo : MP/Rue89Lyon

Bakary n'en est pas à sa première expulsion. Originaire de Côte d'Ivoire, il a traversé plusieurs pays avant d'arriver en France en 2016. Depuis, il n'a vécu qu'un parcours d'errance, espérant être régularisé. Il y a près d'un an, il vivait déjà dans un squat, celui de Pyramide au sud de Gerland (Lyon 7<sup>e</sup>).

## À Caluire, un squat plutôt que la rue

Il y a trouvé refuge pendant sept mois avant d'être [expulsé le 30 octobre 2023](#). C'est cette expulsion qui a mené à l'occupation d'un bâtiment vide à Caluire, propriété de la Ville de Lyon, devenu le squat Denuzières. La mairie de Caluire-et-Cuire avait pris quelques semaines plus tard [un arrêté d'interdiction d'habiter](#), jugeant les locaux insalubres et dangereux.

Dans un communiqué publié à la suite de l'incendie, les soutiens des occupant·es estiment que des « aménagements ont été apportés par des bénévoles pour rendre le lieu plus habitable » et nuancent la dangerosité du bâtiment. « Même si je n'avais pas de travail, j'avais une maison pour dormir », regrette Bakary.

Une sorte de « solution » du moins-pire. Dans ce squat, ils étaient près d'une centaine, dormaient à deux voire à quatre dans des lits ou sur des matelas, nous décrit l'Ivoirien. « Il faisait froid, mais c'était pas mal », conclut-il.

## Après l'incendie du squat à Caluire « on est dans la rue, on n'a rien »

L'incendie a tout changé. Cette nuit-là, « j'ai eu de la chance », estime Bakary. Il a pu sortir de l'immeuble pour échapper aux flammes. Parmi les 47 occupant·es sur place, quatre ont été blessées, deux sont en urgence absolue. Le corps d'une femme, décédée, a été retrouvé le lendemain. Une enquête est toujours en cours pour déterminer les causes de l'incendie.



Beaucoup des personnes qui étaient au squat la nuit de l'incendie n'ont pas eu le temps de récupérer leurs affaires et n'ont pas pu le faire mercredi 4 décembre. Photo : MP/Rue89Lyon

Malgré le drame, des polémiques ont rapidement éclaté. Les groupes politiques de droite, tout en adressant leur « pensées » aux victimes, ont immédiatement pointé la responsabilité de la Ville de Lyon, propriétaire du bâtiment.

« La Ville de Lyon a laissé faire cette occupation dangereuse, car même si elle a fait constater l'illégalité, elle a refusé de demander l'expulsion », écrit La Métropole Positive dans un communiqué. « L'intersquat 69 (le collectif de soutien qui a aidé à ouvrir le lieu, ndlr) a jeté ces personnes sans-abri dans des locaux insalubres dont une partie s'était déjà effondrée et qui

étaient murés pour en empêcher l'accès », assène quant à lui le groupe Droite, Centre et Indépendants.

La Ville a également communiqué en « exprim[ant] sa solidarité aux victimes et à leurs proches ainsi qu'aux collectifs qui les accompagnent », sans toutefois répondre aux accusations politiques.

Reste que Bakary et les autres, sont aujourd'hui sans logement. Beaucoup n'ont pas pu récupérer toutes leurs affaires, et pour certains leurs papiers. « On est dans la rue maintenant, on n'a pas de travail, pas de maison. On n'a plus rien », lâche Bakary.



Les occupant-es du squat de Caluire demandent l'aide de la préfète du Rhône. Photo : MP/Rue89Lyon

### « Avec le froid, où aller ? »

La plupart des habitants rassemblés ce mercredi ont refusé la proposition de relogement de la préfecture ayant procédé à l'évacuation du gymnase de Caluire. « Nous avons proposé une semaine de prise en charge à l'hôtel dans l'idée de procéder à des diagnostics sociaux et de proposer des solutions en fonction des situations et de nos capacités », explique la préfecture. Neuf personnes ont accepté, selon les services de l'État.

« On va nous loger une semaine, mais après, on sera dehors ! », peste Bakary comme beaucoup de ses camarades. La plupart ici sont des hommes seuls, majeurs, et sont souvent les derniers à être pris en charge dans le dispositif d'hébergement d'urgence de l'État.

Dans la métropole de Lyon, ce dispositif est complètement saturé : plus de 14 000 personnes sont en attente d'une place en hébergement d'urgence. Après avoir ouvert des lieux d'accueil durant la crise sanitaire, montant le nombre de places à 8 000 dans le Rhône, l'État a depuis fermé les vannes. Il n'est plus rare de croiser des bébés de quelques jours dans la rue, tant les critères de publics prioritaires se sont resserrés. Une situation qui mène au drame du squat Deneuzières à Caluire.

#### *À lire sur Rue89Lyon*

[Mères et enfants sans-abri : le détail de la prise en charge réduite de la Métropole de Lyon](#)

[Enfants à la rue : la Métropole de Lyon reprend son hébergement, sous condition](#)

### **La police aux frontières face aux habitants du squat de Caluire**

Devant la préfecture du Rhône, les habitants du squat de Caluire et leurs soutiens réclament alors des solutions plus pérennes que des nuits à l'hôtel. Ils demandent aussi leur régularisation et la réquisition des logements vides de la Métropole. « Avec le froid, où aller ? », martèle un des occupants à travers le mégaphone. « Aidez-nous, madame la préfète ! », scande un autre.

La réponse est brutale. Le petit groupe se retrouve nassé de chaque côté de la rue Dunoir (Lyon 3<sup>e</sup>) par les forces de l'ordre. La police aux frontières est présente et les contrôle un par un. Trois d'entre eux ont été « emmenés pour vérification », nous indique la préfecture. [La répression face à la misère.](#)



La police aux frontières a procédé aux contrôles des personnes qui se sont regroupées devant la préfecture. Photo : Mp/Rue89Lyon